

LA CONSTRUCTION EN BOIS LOCAL, UN NOUVEAU MARCHÉ

Scieurs et constructeurs ont désormais des avantages à utiliser du bois local, grâce à une marque de certification.

Construire en bois local certifié, c'est désormais possible dans notre région. Fibois 42 a souhaité éclairer la profession, le 14 juin à Feurs, lors d'un « 5 à 7 de l'écoconstruction ». Pour Mathieu Condamin, chargé de projet au sein de l'association, la Loire, dont le tiers du territoire est boisé, dispose là d'une carte à jouer. En 40 ans, elle a doublé le volume de sa forêt. Or le département, qui totalise 7 000 emplois dans le bois, importe encore 50 % de son bois de charpente. Plus un produit bois est élaboré, plus il vient de loin. Mais on peut trouver à l'échelle régionale la majorité des bois nécessaires à la construction.



© JEAN-FRANÇOIS VAIZAND

Félicie Dufourmantelle, chargée de mission à BTMC, et Mathieu Condamin, chargé de projet à Fibois 42

Une étude réalisée sur trois bâtiments utilisant du bois local dans la Loire (maison individuelle passive à Pélussin, réhabilitation d'un bâtiment de bureaux à Saint-Chamond, nouvelle volière du zoo de Saint-Martin-la-Plaine) a révélé des différences de coût très faibles par rapport à du bois importé.

« Paradoxalement, le bois local impose des délais plus longs et le bilan environnemental du bois importé n'est pas catastrophique mais ternit l'image du bois », estime Mathieu Condamin. Le bois local permet d'obtenir un produit sur-mesure et d'utiliser une ressource disponible. « Il faut penser local au maximum en

amont du projet et impliquer tous les acteurs ».

Depuis quelques mois, la marque de certification Bois des territoires du Massif Central (BTMC) veut aider à « se réapproprier notre bois », se félicite Félicie Dufourmantelle, chargée de mission à l'association BTMC. Si le code des marchés publics interdit de demander du bois local, la collectivité peut l'encourager en s'inscrivant dans une démarche de développement durable. Les premières entreprises seront certifiées cet été. Elles y gagneront de nouveaux marchés et une visibilité, garantissant fiabilité et qualité du travail dans un périmètre de 22 départements.

« La certification démarre bien », se réjouit l'association, évoquant un chantier en Lozère, quatre appels d'offres en cours, neuf à paraître d'ici fin 2018 et neuf autres en 2019.

■ Jean-François Vaizand